

# Les deux dangers majeurs qui nous menacent

Jean-jacques Perquel

1<sup>er</sup> juin 2020

La situation post-confinement est semblable à celle d'un dormeur qui sort péniblement d'un cauchemar où dans son sommeil il a cassé tout ce qu'il a pu trouver dans sa chambre. Ainsi au premier trimestre 2020 les U.S.A ont vu leur P.N.B. baisser de 3,8 %, celui de la Chine de 33,8 %, celui du Royaume Uni de 7,8%, celui de l'Allemagne de 0,1 %, celui de la France de 21 %. Bien entendu l'exemple du dormeur éveillé est insuffisant pour l'avenir car la pandémie n'est pas détruite et l'on peut craindre une « deuxième vague » ou du moins conserver une situation instable où la peur continue à subsister, empêchant peut-être d'assurer la « courbe en V » (traduction : reprise forte de la consommation) grâce au besoin d'oublier les dégâts de la crise « médicale ». Les Gouvernements sont dans l'obligation d'intervenir pour éviter une crise économique majeure.

Si l'on veut comprendre le problème actuel il faut d'abord analyser une situation qui est fondamentalement différente de tout ce que l'on a connu dans l'Histoire.

D'un point de vue théorique pour relancer les économies, il y a deux grandes approches qui sont en fait toutes les deux dangereuses.

## I. Analyse rapide de la situation

### a) La mondialisation

La concurrence entre les pays se fait encore par le niveau des salaires mais de plus en plus par le développement de l'éducation scientifique car un effort fantastique est réalisé en Asie de l'est, effort très supérieur à celui des pays occidentaux où on sort de la pandémie... en parlant de vacances.

### b) La sortie de la crise économique de 2007/2013

Cette crise correspondait au creux du mouvement de longue durée dit cycle de Kondratieff. Pour assurer la reprise tous les pays avaient fait des émissions monétaires énormes (Q.E.) qui ont provoqué un effondrement des taux d'intérêt. Ces taux voisins de zéro avaient entraîné un endettement exceptionnel (203 % du P.N.B. mondial) et une certaine fuite vers des actifs « réels » (immobilier, bourse, objets d'art ou or).

Or il y a, dans le monde, tous les éléments d'une reprise exceptionnelle grâce aux besoins dans trois domaines : l'écologie en développant les énergies vertes, toutes les applications à base d'I.A. (intelligence artificielle) et tout ce qui concerne la recherche scientifique (médicale, aéronautique, etc.).

### c) La montée des populismes

Cet essor (prévisible) pose un problème social grave. Comme dans toutes les périodes de la troisième branche « croissance » du cycle de Kondratieff, il y a une séparation sociale qui se crée en faveur de ceux qui savent s'adapter aux nouveaux paradigmes réduisant la situation des personnes qui se prolétarisent, et éliminant même la classe intermédiaire qu'elle transforme en chômeurs.

Ainsi les métiers Jacquard avaient fait baisser les salaires des « canuts » d'où leurs révoltes en 1831 et 1834 (phénomène de prolétarisation) et le chemin de fer avait mis au chômage les relais de poste et les conducteurs de diligence (phénomène d'élimination des classes intermédiaires).

Un exemple doit être cité : l'essor américain des années 1890/1907. Au cours de cette période qui a vu une transformation de l'économie, les « grands Barons » (Rockefeller, Vanderbilt, Morgan, Ford, etc.) ont édifié des fortunes considérables, les ouvriers en ont peu profité sauf à réussir à se coaliser (création de l'A.F.L., American Federation of Labour, par Samuel Gompers). Quant aux classes intermédiaires dont en particulier les agriculteurs, leur importance les a poussés à imaginer le « populisme ». A ce titre William Bryan (candidat démocrate et « populiste ») n'a été battu par William Mc Kinley (Républicain) que de 600 000 voix.

Le système mondial actuel est très proche de l'analyse américaine de la fin du XIXème siècle si ce n'est l'importance de la classe intermédiaire. Tous les « connaisseurs » sont privilégiés, les travailleurs manuels sont en fait déclassés et la classe intermédiaire se retrouve à l'intérieur des mouvements populistes quitte à s'emparer des directions de certains pays U.S.A, Brésil, Pays de l'Europe de l'Est (Hongrie, Pologne) ou avoir une certaine influence dans les pays démocratiques (U.K. avec le Brexit, AfD en Allemagne, PN et gilets jaunes en France etc.).

Le « coronavirus » a remis en cause une grande partie de cette analyse aussi il nous faut repenser les deux grandes théories actuelles.

## **II. La thèse classique**

Il faut financer la perte d'activité par de la dette sauf pour les secteurs où la perte est « abyssale » : tourisme, transports, ce dernier secteur couvrant l'automobile, l'aviation et le secteur ferroviaire.

Bien entendu les dettes peuvent être à long terme. Dans ce domaine un problème se pose : peut-on espérer un maintien de taux voisins de zéro. Bien entendu on peut faire appel aux banques centrales (on retrouve la notion « honnie » de prêteur en dernier ressort notion si bien défendue par Kindelberger dans les années 50). Dans le cadre européen la solution est celle d'un appel à la B.C.E. Cette position défendue par Mesdames Lagarde et Von Der Leyen provoque une coalition de pays pour essayer d'empêcher le développement de cette solution et revenir à une notion saine où les entreprises doivent trouver des fonds ou se recapitaliser, les Etats pouvant les aider « accessoirement » (ironie de l'histoire, c'est l'Allemagne dont la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe a condamné la solution « laxiste » qui a organisé la garantie de prêts la plus importante (600 milliards d'euros contre 300 pour la France).

Ainsi si l'on applique la théorie classique, on devrait voir les taux monter, les entreprises se liquider ou au moins réduire leur personnel. Cela devrait limiter le chômage, dans un pays comme le France, ...entre 20 % et 25 %. Cette solution est parfaitement inapplicable dans sa « pureté théorique ». Il en faut donc une autre.

## **III. La thèse pragmatique actuelle**

Elle comporte deux volets : un volet subvention et un volet dette (dont on espère le remboursement).

Le premier volet comprend deux approches :

- a) une subvention aux entreprises, celles-là même dont pour des raisons écologiques on avait tout fait pour inciter les individus à s'en éloigner : avions et automobiles. Le blocage est tellement fort que seules des subventions peuvent en assurer la survie et éviter un chômage massif Les allemands donnent l'exemple (en contradiction avec toutes les règles qu'ils ont toujours cherché à imposer). Ils ont proposé d'allouer 6 milliards d'euros à Lufthansa.
- b) une aide aux personnes qui perdent temporairement leur emploi (chômage partiel)

Le deuxième volet est plus classique mais, dans le cas français, il est en partie organisé autour de fonds publics fournis à la B.P.I. pour aider les grandes entreprises à passer le « cap » de l'année 2020 (tout en demandant aux entreprises aidées de « passer leurs dividendes ». Bien plus, Etats-Unis, France et Allemagne garantissent des prêts fournis par les banques à hauteur respectivement 2.000 milliards de dollars, 300 et 600 milliards d'euros. Mais il y a une autre différence entre l'Allemagne et la France. Les allemands apportent aux entreprises une garantie à 100 %, la France à 90 % seulement ce qui laisse à la charge des banques 10 % des prêts. Cela oblige le secteur bancaire à être plus rigoureux dans l'attribution de ces prêts, à faire faire à leurs services des études plus longues et à éliminer des entreprises très saines mais parfois difficiles à analyser. Autre défaut grave, jusqu'à présent on ne dégage pas ces prêts garantis du « carcan » des règles de Bâle ce qui provoque un effet « d'éviction » contre les prêts demandés dans le but d'assurer la croissance de notre économie. Le résultat de ces « maladroites » fait que sur le 300 milliards de prêts garantis, on n'en avait débloqué que 40 au 21 avril.

Mais cette masse d'argent présente un défaut. Si elle sert à empêcher ou à limiter la crise économique, elle peut créer de l'inflation dans deux cas :

- a) si l'existence d'une telle masse monétaire se met à faire peur au public et les inciter à vouloir se séparer de leur « argent » à n'importe quel prix (hyper inflation pour le moment peu probable vu l'ampleur des possibilités de production).
- b) par contre l'importance des mouvements populistes qui sont par essence « protectionnistes » peut entraîner une hausse de coûts celle-là très dangereuse. On en voit un exemple avec la hausse des produits de première nécessité due à la quasi-fermeture des frontières pendant la période de « confinement maximum ».

### **Conclusion**

On voit ainsi les risques que peuvent entraîner des politiques par trop issues des théories économiques : la politique « classique » admet le risque de chômage de masse avec l'espoir de retrouver à la fin de la crise un essor exceptionnel. Cette politique est battue en brèche par le refus des « politiques » d'accepter une telle situation. A contrario la politique « moderne » de masse monétaire « illimitée » présente l'avantage de faciliter la vie du public mais laisse subsister le risque d'une inflation qui, si l'on accumule les maladroites de style populiste, pourrait devenir incontrôlable, aussi il semble que la solution de Madame Von Der Leyen semble la meilleure, l'apport de 750 milliards en dons et en prêts devrait assurer une certaine reprise, surtout si elle permet de faire comprendre au public le problème de la concurrence entre les différents pays, ce qui explique le déconfinement accéléré et...à risque pour provoquer la croissance nécessaire pour assurer le retour du plein emploi.

---